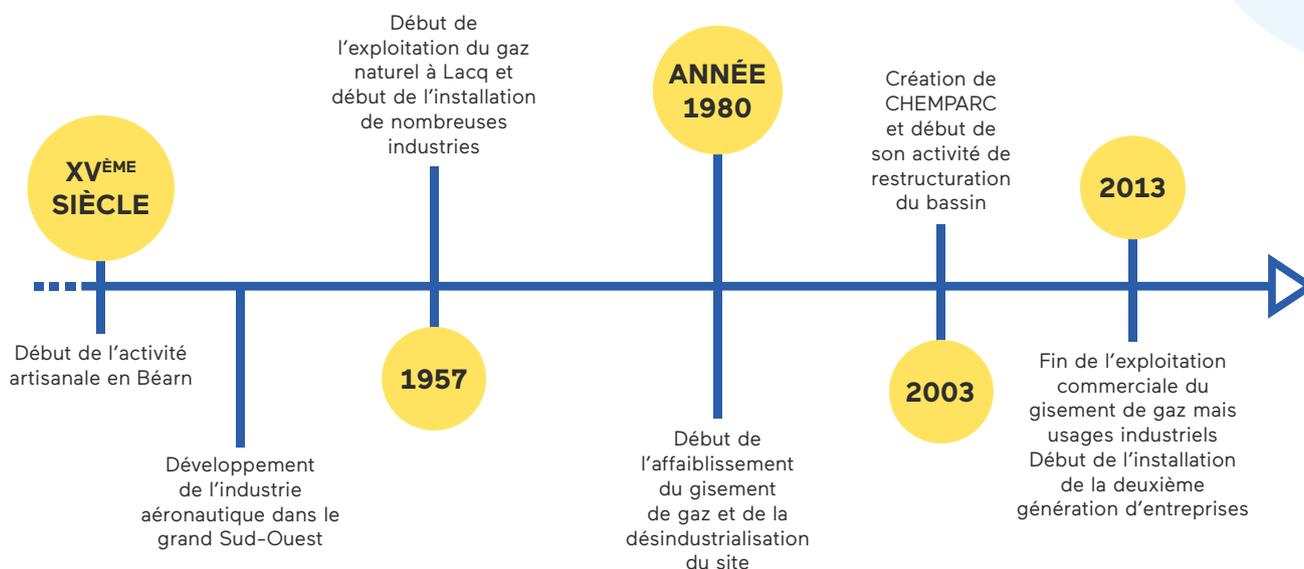


L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DU BASSIN DE LACQ



Photo du bassin industriel, Chemparc



Ce territoire devient un bassin industriel grâce à la découverte en 1951, puis l'exploitation à partir de 1957, d'un gisement de gaz naturel à Lacq par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (SNEA), aujourd'hui TotalEnergies. Le « Bassin de Lacq » désigne le pôle industriel divisé en quatre plateformes industrielles construites sur les communes de Lacq, Pardies-Noguères, Mourenx et Mont dans les Pyrénées-Atlantiques. Des entreprises comme EDF, Péchiney Rhône-Poulenc, Atochem ou la Cofaz se sont par la suite installées sur ce territoire, connu dès lors comme le « bassin de Lacq ».



Carte proposée par le site de l'association LACQ+

LE BÉARN DES GAVES : UN TERRITOIRE ORIGINELLEMENT AGRICOLE

Avant le XX^{ème} siècle, le Béarn était peu urbanisé. Les activités principales y étaient l'agriculture, l'élevage (notamment l'agro-pastoralisme) et l'artisanat. À part une petite activité artisanale présente dès le début du XV^{ème} siècle, l'industrialisation du territoire ne s'est faite que dans de faibles proportions jusqu'au milieu des années 1950 et le début de l'exploitation locale gazière.

L'« ELDORADO » INDUSTRIEL DU BÉARN

En plus de fournir pendant 50 ans du gaz pour satisfaire 60 % des besoins français, la création du site a fortement participé au développement du territoire. En effet, le besoin de main d'œuvre a contribué à l'arrivée de nouveaux habitants venant de toute la France, d'Espagne, du Portugal et du Maghreb. En conséquence, les activités industrielles ont été le fer de lance de l'aménagement du territoire afin, notamment, de répondre aux besoins de logements. La ville nouvelle de Mourenx est ainsi sortie de terre. La structure économique, sociale et culturelle du bassin est fortement marquée par le développement industriel, au point de parler aujourd'hui de « culture industrielle ».



La tour des célibataires à Mourenx, symbole du bassin de Lacq dans les années 1960, dont la destruction est prévue prochainement. Photo par Jean-Michel Ducasse

UNE DIMINUTION PROGRESSIVE DE L'INDUSTRIE

À partir des années 1980, puis plus significativement depuis les années 2000, les activités historiques des différents sites industriels de Lacq ont progressivement quitté le territoire. Cette désindustrialisation, justifiée par la diminution des ressources et le besoin de compétitivité dans un contexte de mondialisation, a entraîné une baisse progressive des emplois sur le bassin. C'est finalement en 2013 qu'il a été décidé de cesser l'exploitation du gaz à titre commercial, en raison de la diminution des ressources du gisement et de la hausse des coûts liés à son extraction, mais aussi pour pouvoir assurer la poursuite de l'exploitation à des fins exclusivement industrielles. Une extraction plus limitée a ainsi été conservée afin de continuer d'approvisionner les unités de production de sulfure d'hydrogène, développées en parallèle de l'exploitation du gaz : la thiochimie (activité de transformation chimique des produits contenant du soufre). Par ailleurs, et ce dès 1980, le bassin de Lacq avait accueilli des unités industrielles de production de fibres de carbone, SOFICAR puis TORAY CFE. Lorsque l'avenir du bassin de Lacq

a été éclairci par cette décision de poursuivre l'exploitation du gaz de manière réduite, la société japonaise TORAY a pris la décision d'implanter à Lacq sa plus grosse unité mondiale de fabrication de polyacrylonitrile, matière première pour la production de fibres de carbone. Le bassin de Lacq a ensuite poursuivi son développement dans les matériaux composites avec ARKEMA, TORAY CFE et CANOE. Ce virage était en réalité annonciateur du futur du bassin, dont l'histoire montre qu'il a su évoluer avec son temps.



Destruction des dernières cheminées des usines à soufre Total le 31 mars 2018, à l'arrêt depuis 2013. Photo par France Bleu Béarn.

LA CHIMIE VERTE ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES : LE RENOUVEAU DU BASSIN INDUSTRIEL

Dans la continuité des développements dans la thiochimie et les matériaux composites, d'abord par anticipation de l'arrêt de l'exploitation de gaz à titre commercial, puis par quête de reconversion, le bassin de Lacq se tourne désormais vers **la chimie verte¹ et les énergies renouvelables**.

C'est dans ce cadre que le Groupement d'Intérêt Public CHEMPARC a été créé en 2003, dans un objectif de favoriser l'implantation de nouvelles industries sur le bassin de Lacq.

En lien avec CHEMPARC, la Communauté de Communes de Lacq-Orthez (CCLO) mène une politique volontariste et dynamique pour travailler

la restructuration du bassin en facilitant l'implantation de nouveaux acteurs pourvoyeurs d'emplois.

Dès 2005, Lacq a accueilli de nouvelles unités industrielles de production d'énergies renouvelables avec l'installation d'Engie (chaudière biomasse), Vertex (bioéthanol), TotalEnergies Renouvelables (centrales solaires, méthanisation) ou encore Messer (valorisation du dioxyde de carbone biogénique). De nombreux développements autour de la chimie verte sont également en cours avec par exemple les entreprises M2I, dont l'activité porte sur le bio-traitement des plantes et des sols, et avec Alpha-Chitin, qui travaille sur les molécules biosourcées et notamment la production de chitosane.

De nos jours, le bassin de Lacq, grâce à la vision industrielle des acteurs du territoire et à ses politiques volontaristes, a retrouvé son attractivité. Cette renaissance prend la forme d'un bassin à nouveau dynamique, qui attire des entreprises industrielles françaises à la pointe, porteuses de projets d'envergure et d'emplois industriels fortement qualifiés.

LABEL TERRITOIRE D'INDUSTRIE

La CCLO a été labellisée en 2019 « Territoire d'Industrie ». Ce label vise à donner les moyens aux acteurs locaux, de relancer les activités industrielles dans les villes moyennes et les zones rurales.



LE BASSIN DE LACQ AUJOURD'HUI EN QUELQUES CHIFFRES

- 250 entreprises
- 23 zones d'activités
- 7 500 emplois (35 % de la population active locale)
- 8 hôtels d'entreprises
- 200 chercheurs
- 7 pôles économiques
- 4 pôles chimiques

1 - Chimie verte, aussi appelée chimie durable ou chimie écologique, engage des mesures visant à réduire (ou supprimer) l'usage de substances néfastes pour l'environnement.

